

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'issue du dîner offert en l'honneur du Président de l'Uruguay et de Mme Julio-Maria Sanguinetti, sur les relations bilatérales et l'aide au développement, mercredi 17 juin 1987.

Monsieur le Président, madame,

- C'est pour nous tous ici un très grand plaisir que de vous recevoir, que de vous rencontrer du Palais de l'Élysée au premier soir de votre visite d'Etat en France.
- Vous êtes, monsieur le Président, le premier chef d'Etat de l'Uruguay à visiter la France depuis que nos deux pays entretiennent des relations fort anciennes puisqu'elles remontent à près de 150 ans.
- Cependant, entre les rives du Rio de la Plata, et celles de la Seine, le va-et-vient des hommes et des idées n'a jamais cessé. Il faut songer que Montevideo a donné, en moins d'un demi-siècle, trois écrivains, trois poètes marquants aux lettres françaises : Lautréamont, Laforgue, Supervielle, trois magiciens du verbe, dont précisément l'inspiration puisait aux mêmes sources et qu'ils exprimaient différemment. Ils appartenaient à des familles gasconnes et basques qui, animées d'un esprit pionnier, affluèrent dans votre pays au milieu du siècle dernier, participant à sa mise en valeur et se mêlant aux péripéties de votre vie politique. Nombreux furent ceux d'entre eux qui s'engagèrent dans la légion française qui en 1846 participa avec Garibaldi à la défense de Montevideo assiégée par un dictateur étranger.
- A travers vous, monsieur le Président, madame, c'est également à la démocratie retrouvée, au courage du peuple uruguayen que je veux rendre hommage.
- Je me souviens de notre première rencontre, ici même, dans ce palais, il y a trois à quatre ans alors que vous n'aviez pas encore obtenu le simple droit d'être candidat à la présidence de votre pays. Vous gardiez confiance. Le peuple d'Uruguay n'avait-il pas - cas unique je crois - refusé de légitimer un régime imposé par la force ? Peu de pays ont démontré, comme le vôtre, une aussi constante vocation à vivre dans un Etat de droit. Pendant les années sombres où cette tradition fut bafouée, la France s'est honorée d'ouvrir ses portes à ceux de vos compatriotes, privés de leur liberté d'expression, menacés dans leurs personnes. Nous n'avions pas oublié et nous n'oublions pas non plus aujourd'hui que Montevideo se proclama en deuil lorsque Paris tomba en 1940 et que votre pays fut le premier en Amérique du Sud à reconnaître le gouvernement provisoire issu de la Résistance, ni que des Uruguayens participèrent dans les rangs des forces françaises à la lutte pour la libération de notre pays.
- Certes, le combat pour la démocratie est toujours difficile à gagner, à sa manière aussi difficile bien entendu sans les mêmes risques, que fut le combat contre la dictature. Cela exige beaucoup de sagesse et de force. Depuis votre accession à la magistrature suprême, vous vous employez avec une détermination que nous connaissons à mener de pair la réconciliation nationale et le redressement économique, sans quoi, pas de stabilité des institutions et l'inquiétude permanente. Je puis vous dire que dans une telle entreprise, la sympathie de la France vous est acquise. Je souhaite que les conversations que vous aurez avec l'ensemble de vos interlocuteurs français,

fournisse l'occasion d'explorer les voies qui s'offrent pour développer des échanges - surtout économiques - encore trop modestes. Il ne manque pas d'entreprises françaises intéressées par le développement de l'Uruguay et qui y ont participé. Des perspectives favorables existent dans des secteurs tels que l'aéronautique, le transport ferroviaire, le tourisme. Notre coopération est déjà active dans le domaine médical. Elle voit s'ouvrir de nouveaux champs d'expansion dans l'agro-alimentaire, l'administration publique. N'oublions pas non plus - vous me le rappeliez - que sur quelques -plans bien précis, celui de l'enseignement du droit, de la tradition du droit, Français et Uruguayen ont toujours partagé leur savoir, comme c'est aujourd'hui à Paris même, le cas pour l'architecture.

- Rapide panorama, naturellement très incomplet, car ce n'est pas le moment pour moi de ramasser en quelques feuilles l'essentiel de l'histoire qui unit nos deux pays.

- Je dois cependant souligner, comme il le mérite, l'effort exceptionnel que fait votre pays en faveur de l'enseignement du français. C'est vous-même, monsieur le Président, et je sais l'attachement personnel que vous portez à notre culture ainsi que Mme Sanguinetti, et bien des membres de votre délégation, c'est vous-même qui avez en 1986 rétabli le français comme langue obligatoire, renouant avec la tradition qui avait prévalu de 1910 à 1975. L'Uruguay est aujourd'hui le seul Etat d'Amérique latine où le français soit l'unique langue obligatoire. J'y vois un hommage à notre langue, notre culture. Cela nous touche, nous en avons le légitime orgueil, et nous vous en remercions, en souhaitant qu'une telle attitude soit contagieuse.\

Le tour d'horizon de la situation internationale auquel nous avons procédé déjà au cours de notre premier entretien cet après-midi, nous a permis de constater - et je ne surprendrai personne en le disant - une large convergence de nos vues. A la faveur du retour à la démocratie, l'Uruguay a retrouvé sur la scène internationale, et naturellement en premier lieu en Amérique latine, sa place et sa voix. Sa voix fait entendre un langage de raison sur des questions aussi délicates que le sort et le devenir de l'Amérique centrale, que les négociations commerciales internationales ou bien l'endettement.

- Vous vous employez activement, en association avec vos partenaires du groupe d'appui et du groupe de Contadora, à faire en sorte que les conflits qui secouent les pays d'Amérique centrale ne dégénèrent pas en un affrontement entre l'Est et l'Ouest, mais trouvent dans le -cadre général qui doit être le leur, une issue pacifique. Dès l'origine, la France a appuyé ce qu'on appelle le processus de Contadora. Quels que soient les obstacles qu'il rencontre, je considère moi-même qu'il n'y a pas d'alternative à la -recherche d'un règlement fondé sur le dialogue et la négociation et qui soit respectueux du droit des peuples à choisir librement par des voies démocratiques, leurs gouvernements en dehors de toute ingérence ou d'agression extérieure d'où qu'elle vienne. Toutes les initiatives s'inscrivant dans cette ligne trouvent le consentement et le soutien de la France.\

Je constate également que l'Uruguay renouant avec l'inspiration première des grands "Libertadores", s'est engagé dans la -recherche de formes d'intégration économique avec ses voisins les plus proches, et qu'il prend part aux tentatives de concertation régionale avec les autres pays démocratiques d'Amérique latine qui sont vos amis et qui sont les nôtres.

- Permettez-moi de m'en réjouir, en tant que chef d'Etat d'un pays membre de la Communauté économique européenne qui croit profondément aux bienfaits de ce type ou de cette forme de coopération partout dans le monde. A la veille du sommet de Venise, vous m'aviez écrit au nom des pays de ce groupe de Carthagène animé par votre ministre des affaires étrangères que je salue ici, M. Iglesias, avec qui je m'étais entretenu l'automne dernier pour connaître de plus près les préoccupations des pays endettés d'Amérique latine.

- Vous attiriez en particulier mon attention sur les menaces que font peser sur le développement des nations dites du Sud de la planète, une situation marquée par le maintien de taux d'intérêt élevés, par la baisse des cours des produits de base qui sont leur principale richesse et par l'accentuation des tendances protectionnistes. J'ai presque l'impression d'entendre un peu notre propre discours.

- Nous partageons votre inquiétude et votre analyse. Si nous ne nous trouvons pas dans la même situation il est en fait une seule et même préoccupation, la même, celle d'une évolution qui permette aux

situation il n'en reste pas moins que nous avons le même souci d'une évolution qui permette aux uns et aux autres de prendre part d'abord à la sortie de la crise économique mondiale, ensuite à de nouveaux progrès. Il ne faut pas que la nécessité pour les pays endettés de faire face à leurs échéances obèrent irrémédiablement leurs capacités de développement et les progrès qu'en attendent leurs peuples. Il ne faut pas que les pressions négatives d'un contexte économique international difficile entravent la consolidation des régimes démocratiques, qu'ils découragent les populations qui ont déjà durement payé les sacrifices imposés par les systèmes dont vous vous êtes défait.

` Suite sur les pays en voie de développement `

- C'est fort de ces convictions que j'ai, avec M. le Premier ministre, centré à Venise mes interventions sur les problèmes des pays en voie de développement. Nous avons rappelé que les pays les plus riches avaient la responsabilité de créer un environnement économique sain. Nous avons souligné que nos remèdes habituels sont impuissants à enrayer l'aggravation du fardeau de la dette, au point que même les pays qui disposent de ressources diversifiées, comme le vôtre, ont de la peine à y faire face.

- C'est un langage parfois difficile à tenir pour nous car nous sommes un pays créancier, nous avons besoin de défendre les intérêts de nos populations et il est bien normal que nous songions à nos propres équilibres.

- Cela ne nous a pas empêché de proposer à nos partenaires du sommet de Venise comme aux autres nations industrialisées d'agir dans quelques directions - j'en citerai quatre - pour améliorer cet environnement :

- D'abord stimuler la croissance en utilisant les marges de manœuvre des pays riches, notamment ceux qui disposent d'excédents commerciaux.

- Deuxièmement, reconstruire un système monétaire international capable d'assurer la stabilité des changes et un niveau raisonnable de taux d'intérêt. Cela, nous le répétons depuis plus de cinq ans, depuis le Sommet de Versailles où des propositions avaient été faites par la France dans ce sens, jusqu'aux accords du Louvre, tout récemment confirmés à Venise. Ces progrès sont notables, ils ne suffisent pas.

- Troisièmement combattre le protectionnisme. Cela, c'est dans toutes les bouches, cela fleurit, mais les faits ne suivent pas toujours ou plutôt ne suivent jamais. Combattre le protectionnisme en mettant toutes les données de la réalité sur la table de conférence selon l'agenda prévu à Punta del Este afin d'ouvrir les marchés des pays riches.

- Ce n'est pas une réponse à tout mais ce serait un élément qui débloquerait une situation dangereuse. En disant cela, je sais que je réponds à l'une des préoccupations majeures de plusieurs pays latino-américains, comme le vôtre, monsieur le Président, qui perçoivent le Marché commun comme un bastion hérissé de défenses impénétrables. A quoi bon le nier ? Nos pays sont d'une certaine façon protectionnistes car ils doivent faire face aux menaces qui viennent de l'extérieur qui ont aussi caractère protectionniste. On ne peut s'en défaire que par un accord général, il est très difficile de faire le premier pas. Nous avons constaté dans nos dernières conversations, qu'en fait la Communauté européenne subventionnait ses producteurs agricoles beaucoup moins constamment et beaucoup moins fortement que ne le font les Etats-Unis d'Amérique. Comment en sortir ? C'est le travail des négociateurs. Cette négociation nous la voulons, nous la souhaitons à la condition qu'elle soit globale, c'est-à-dire qu'elle ne s'intéresse pas qu'à l'agriculture car ce serait alors hypothéquer le devenir des pays à forte production agricole qui se verraient dominés, sinon même écrasés par les pays à forte puissance industrielle.

- Enfin, nous avons proposé d'engager, par le canal de la Banque mondiale, une action forte pour enrayer la chute des cours des matières premières.

` Suite sur le Sommet des pays industrialisés à Venise `

- On a plaidé pour que ces mesures économiques de caractère général fussent accompagnées d'actions spécifiques, destinées particulièrement aux pays les plus pauvres. Nous en connaissons de ces pays les plus pauvres qui sont nos amis de longue date, notamment sur le continent africain. Je dois rappeler ici ces propositions puisque je sais que c'est l'une de vos principales préoccupations, vous m'en avez parlé tout aussitôt :

- l'engagement, pour la première fois dans un sommet de ce type, de porter l'aide publique au développement au fameux 0,7 % du produit national brut dans chaque pays industrialisé comme objectif nécessaire des institutions internationales £

- la mise en oeuvre d'ici la fin de l'année, de la proposition du directeur du Fonds monétaire international d'augmenter substantiellement le montant de la facilité d'ajustement structurel £

- l'adoption enfin de la proposition avancée par la France, en avril à Washington, d'allonger les périodes de remboursement et de grâce pour les pays les plus pauvres.

- Voilà, monsieur le Président, un bilan sommaire de quelques résultats ou de quelques esquisses de résultats. Je souhaite en tout cas que vous veuillez bien vous faire l'interprète, notre interprète auprès de vos collègues du groupe de Carthagène pour expliquer, exposer notre position. Ils la connaissent mais il faut qu'ils sachent que cette position demeure un axe essentiel de la politique de la France.

- Nous allons poursuivre ce dialogue. Vous avez au cours de ces jours de nombreux rendez-vous avec tous ceux qui peuvent et doivent parler au nom de la France. Ces questions reviendront constamment tant elles sont importantes. Et puis, l'attente, l'attente des peuples, les raisons de leur inquiétude, le travail qu'ils fournissent pour un si pauvre profit - puis-je même prononcer ce mot ? - pour voir leur misère s'accroître.

- La part que votre pays a prise dans le succès de la réunion du GATT de Punta del Este - on peut parler de succès car il fallait aller de l'avant et on a avancé, on pouvait craindre le contraire -, les résultats d'une politique courageuse de redressement économique, vous autorisait à parler sans doute au nom de votre pays, cela va de soi, mais aussi au nom de ces peuples qui savent ce que c'est que la qualité du travail, la nature de l'effort et dont le courage ne peut être mis en doute, en même temps que l'honnêteté, c'est-à-dire la volonté de remplir leurs obligations.\

Monsieur le Président, la tradition démocratique retrouvée dans votre pays, le succès de votre redressement, le rôle de l'Uruguay en faveur de la paix et de la coopération internationale, la communauté des valeurs partagées par nos peuples expliquent la qualité de nos rapports. Ils sont empreints de sympathie et d'estime. Ils nous unissent avec quelque chose en plus qui est sans doute l'amitié, la qualité du coeur nourrie aussi aux sources de la culture. C'est notre passé, c'est notre présent, à nous maintenant de bâtir l'avenir.

- En vous répétant le grand honneur que j'ai ce soir à vous recevoir en visite d'Etat en France, j'obéis à la tradition et je lève mon verre à votre santé monsieur le Président, madame, à celle de votre famille, des êtres qui vous sont chers, enfin à votre honneur personnel ainsi qu'à l'avenir du peuple uruguayen si bien représenté ce soir ici, que chacun de vos compagnons de voyage sache le plaisir que nous avons de les accueillir dans cette maison. Je lève ce verre au renforcement des relations traditionnelles qui unissent la France et l'Uruguay.

- Vive l'Uruguay,

- Vive la France, c'est une façon de sceller une ancienne histoire qui reste toujours neuve.\